

# CONJONCTURE FRANÇAISE

---

## Peu de signaux positifs

Le redémarrage des investissements des entreprises se fait attendre. Leurs dépenses en construction diminuent depuis le printemps 2011, alors que celles en biens manufacturés ont timidement rebondi au troisième trimestre de l'an passé. L'attentisme des chefs d'entreprise reflète notamment la faiblesse persistante du taux d'utilisation des capacités, inférieur de 3,5 points à sa moyenne des quatre dernières décennies. D'autre part, les résultats d'exploitation des sociétés françaises, repartis à la baisse courant 2013, stagnent depuis lors à un niveau inférieur de plus de 8 % à celui d'avant la crise de 2008. La montée en puissance du CICE et la mise en œuvre du pacte de responsabilité au début 2015 constituent néanmoins des facteurs favorables pour la restauration de la situation financière des entreprises.

Les investissements des ménages ont chuté de près d'un quart depuis le début 2008. Là aussi, quelques éléments de soutien sont apparus, telles l'inflexion à la baisse des prix des logements et la détente des taux d'emprunt tombés à des plus bas historiques. Le scénario le plus probable est un arrêt de la diminution des transactions courant 2015.

Les dépenses des administrations publiques devraient se maintenir sur une pente décroissante compte tenu des moindres dotations allouées aux collectivités locales. En fait, à l'issue de la correction à la baisse intervenue après le plan de relance de 2009, les investissements publics ont peu varié les années suivantes, alors que la consommation (qui recouvre les remboursements de santé, l'éducation, etc.) s'est sensiblement accrue.